



Paris, le 7 juillet 2022

Communiqué de Presse

Les fédérations syndicales de l'énergie demandent au Gouvernement de suivre la voie tracée par le Parlement européen qui donne leur chance au nucléaire et au gaz

L'interfédérale FNME-CGT, CFE CGC Énergies, FCE-CFDT et FO Énergie et Mines, représentative du secteur énergétique français des Industries Électriques et Gazières, mène sans relâche depuis deux ans la bataille en faveur de l'inclusion de l'énergie nucléaire et du gaz dans la taxonomie européenne pour ne pas priver l'Union européenne d'atouts majeurs dans la réussite de la neutralité carbone en 2050. Elle accueille donc avec une grande satisfaction le vote des eurodéputés qui ont, hier, décidé de ne pas s'opposer au projet d'acte délégué proposé par la Commission.

Après ce vote, la voie est désormais libre pour assurer en Europe les investissements dans le nucléaire, énergie stable, pilotable, bas carbone, et considérée comme centrale par le GIEC pour limiter le réchauffement climatique, et le gaz, énergie de transition au service de la décarbonation. Au moment où le Parlement européen vient de voter plusieurs textes du paquet climat Fit for 55, cette décision sur la taxonomie ouvre la voie à l'utilisation d'une large palette d'outils de décarbonation en Europe, n'en déplaise à ceux qui, en Europe, mènent des croisades idéologiques pour couvrir leur inaction climatique.

L'interfédérale demande désormais au gouvernement français de se saisir de ce signal européen positif en faveur du nucléaire et du gaz pour mettre sa politique énergétique sur les bons rails, afin de :

- Prolonger le plus largement et le plus longtemps possible le parc électronucléaire français, la prolongation des parcs existants étant une des recommandations prioritaires de l'Agence Internationale de l'Énergie face à la crise climatique et énergétique, et l'arrêt de la fermeture des moyens pilotables de production d'électricité dans la mesure où ceux-ci sont désormais reconnus comme essentiel à la sûreté des systèmes électriques,
- engager sans plus tarder le renouvellement du parc nucléaire français pour assurer, sur le long terme, la pérennité d'un outil majeur de décarbonation et de souveraineté, fruit d'une filière industrielle d'excellence dont les compétences doivent être pérennisées en faveur de l'objectif de réindustrialisation du pays, ce qui suppose d'en assurer le financement,
- accélérer le développement des gaz renouvelables, alliés de la souveraineté énergétique et de l'économie circulaire territoriale.

Pour l'interfédérale, ces priorités imposent au Gouvernement de cesser de procrastiner et d'enfin donner aux salariés des Industries Électriques et Gazières, qui sont pleinement engagés en faveur des missions de service public et de la transition bas carbone, les moyens de répondre présent. Ceci suppose de :

- réaliser un bilan objectif de l'ouverture à la concurrence et de la déréglementation du secteur,
- mettre fin au dispositif mortifère qu'est l'AReNH, en s'appuyant sur le code de l'énergie et sur le dernier rapport de la Cour des Comptes, très critique sur le fonctionnement du marché de l'électricité... et a minima abroger la livraison d'AReNH supplémentaire de 20 TWh décidée en début d'année. Cette mesure inique est à la fois un scandale au regard des pratiques des fournisseurs alternatifs dénoncées par les



associations de consommateurs, la CNIL et la CRE, mais aussi un gouffre financier pour EDF et donc un frein à l'investissement dans la transition énergétique et la sécurité du système électrique français,

- privilégier les mesures d'aides directes et ciblées pour protéger les Français des dérives des marchés de l'énergie qu'il est aussi urgent qu'impératif de réformer en profondeur, et pour éviter de soutenir « *les profiteurs de guerre* » comme le dénonce le Président de la République,
- placer l'accélération du développement des gaz renouvelables au cœur de la prochaine programmation pluriannuelle de l'énergie, ces gaz renouvelables étant à la fois souverains et favorables à l'économie locale comme au défi de la réindustrialisation,
- refonder EDF sur ses missions de service public au service de la Nation, en préservant son caractère intégré d'électricien national, et en aucun cas en le réformant selon un meccano capitalistique qui conduirait à son démantèlement de fait, et en le recapitalisant massivement pour lui donner les moyens d'investir dans la transition bas carbone française.

Ce sont ces messages que l'interfédérale ne manquera pas de porter dans les prochains mois auprès du Gouvernement comme des parlementaires.